

Les stations de radio et les chaînes d'information en continu tournent en boucle depuis une semaine sur les questions suivantes :

- ◆ Fermeture des écoles ou non ? Pour enrayer l'épidémie, les écoles sont-elles un levier
- ◆ Quelles sont les conséquences psychologiques, affectives, éducatives...pour les enfants ?
- ◆ Fermer toutes les écoles un temps court ou maintenir des mesures de restrictions sur le long terme. Les deux options semblent avoir des répercussions immédiates mais différentes selon le contexte familial, le milieu socio-économique... Un débat est engagé. Chacun à son point de vue.

Ce débat ne cache-t-il pas plutôt pas la démission de l'État envers les générations futures ?

### **MARS 2020 – MARS 2021, UNE ÉCOLE CONFRONTÉE AUX MÊMES CARENCES**

- difficulté voire impossibilité de faire remplacer les collègues arrêté-es
- sous-effectif structurel de personnels de vie scolaire
- sous effectif structurel de personnels dans le pôle médico-social (assistant-e social-e, infirmier-e, PSY-EN). Gérer des secteurs composés de plusieurs milliers d'élèves relèvent d'un exploit insurmontable. Cette réalité de terrain génère des souffrances
- l'existence de médecins scolaires relève de la légende pour une écrasante majorité de collègues, d'élèves et de parents, tant leur métier est en voie d'extinction
- classes bien souvent sur-chargé-es
- élèves en situation de handicap pas toujours affecté-es en ULIS/ITEP/IME faute de place, ou bien accompagné-es sur des temps rendus restreints par la mise en place des PIAL
- les locaux sont par secteur insuffisants (pensons aux infrastructures sportives accessibles aux scolaires), ou vétustes.

### **MARS 2020 – MARS 2021, LES ÉLÈVES ET LES PERSONNELS CONFRONTÉ-ES AUX MÊMES SOUFFRANCES**

Les victimes de ce sous-investissement chronique de l'État et des collectivités territoriales sont d'abord les élèves et leurs familles, puis les personnels en poste qui tentent de faire le maximum avec des moyens réduits.

- Combien d'élèves quittent le système scolaire sans qualification ?
- Combien d'élèves en situation de décrochage ?
- Combien d'élèves en souffrances et que l'École ne parvient pas à protéger ?
  
- Combien de collègues en souffrance au travail ?
- Combien en burn-out ou troubles dépressifs liés au travail ?
- Combien de démissions face à des métiers rendus plus difficiles par les conditions de travail, par les « réformes » répétées et souvent décriées ?

Il y a pourtant quelques indices qui ne trompent pas sur l'ancienneté des maux de l'Éducation Nationale, et sur leur aggravation sous la conduite ministérielle de M. Blanquer : les démissions s'accroissent et les candidatures aux concours de l'enseignement continuent de diminuer.

### **LA PROMESSE TRAHIE DU « QUOIQU'IL EN COÛTE »**

Alors que nous avons vécu par un confinement de plus de 3 mois rendant plus que criantes les carences structurelles de l'École au sens large, la politique comptable de fermeture de classes s'est poursuivie.

Pourtant les études le démontrent, les classes à effectifs plus réduits créent un cadre satisfaisant pour les apprentissages, le développement de l'enfant. Elle permettrait en outre de faciliter le maintien des distances sociales en période de pandémie.

Rien n'y fait, on continue donc d'avoir des classes à 28, 29, 30, 32...dès la petite section de maternelle. Au lycée on peut voir des classes à 40 élèves par endroits.

Et la rentrée prochaine encore pire, puisque 1800 postes seront supprimés. Le ministre entend les compenser en imposant toujours plus d'heures supplémentaires aux collègues.

Les politiques d'économie se poursuivent donc, malgré la crise sanitaire. M. Blanquer se paie même sur le dos des personnels et des élèves, le luxe de rendre des centaines de millions d'euros pourtant alloués au ministère, non dépensés.

Le débat ne devrait-il pas plutôt se focaliser sur la question épineuse des moyens alloués à l'Éducation nationale ?

## **UNE POLITIQUE DE DESTRUCTION AU BULLDOZER QUI SE POURSUIT**

A l'ombre de la crise sanitaire, Blanquer peut ainsi continuer sa politique de casse des statuts et de la formation, à l'ombre de la crise sanitaire. Qu'importe l'opposition d'une majorité des collègues, qu'importe l'opposition d'une majorité des organisations syndicales, qu'importe les besoins réels.

Le statut des professeur-es stagiaire est entrain d'être anéanti. Fini le statut de fonctionnaire pendant l'année de stage. Bienvenue dans la précarité sous-payée et le CDD.

Exit l'amélioration de la formation dans les INSPE, on embauche des étudiants bac+3 pour faire le travail des professeur.es avec un moindre diplôme, un moindre salaire et sans formation.

**LE 3 AVRIL 2021,  
PAR SUD ÉDUCATION 77**

[www.sudeducation77.org](http://www.sudeducation77.org)  @SudEducation77  SUD Éducation 77

[\*\*contact@sudeducation77.org\*\*](mailto:contact@sudeducation77.org) **06 41 88 37 71 ou 07 84 77 01 12**